



FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES CGT  
CHIMIE (0044) . PHARMACIE INDUSTRIE (0176) . RÉPARTITION  
PHARMACEUTIQUE (1621) . FABRICATION PHARMACEUTIQUE À FAÇON  
(1555) . OFFICINES (1996) . LAM (0959) . PÉTROLE (1388) .  
CAOUTCHOUC (0045) . PLASTURGIE (0292) . INDUSTRIES ET  
SERVICES NAUTIQUES (3236) . NÉGOCE & PRESTATIONS DE  
SERVICES DANS LES DOMAINES MÉDICOTECHNIQUES (1982)

# POURSUIVONS LA LUTTE



**L**e refus de la réforme est toujours aussi fort dans le pays. La journée d'Appel à la grève et manifestation de ce 6 juin l'a encore démontré, plus de 250 manifestations sur tout le territoire avec des dizaines de milliers de manifestants et autant de grévistes dans les entreprises.

**TOUS UNANIMES POUR DIRE  
NON AU REcul DE L'ÂGE DE LA  
RETRAITE, NON AUX POLITIQUES  
DE RÉGRESSIONS SOCIALES.**

Au moment où nous écrivons cet article, nous ne savons pas ce qu'aura donné le projet de loi LIOT, mais il ne fait pas de doute que le régime totalitaire en place aura tout mis en œuvre pour que la démocratie parlementaire ne puisse pas jouer son rôle.

Ce gouvernement méprisant qui, en faisant paraître au Journal Officiel, le dimanche 4 juin, les décrets qui entérinent le recul de l'âge de départ et les conditions de carrière longue, deux jours avant un nouvel appel à la mobilisation, envoie un message clair au peuple et au monde du travail « **vous pouvez faire ce que vous voulez, on a décidé** ».

Ne nous résignons pas, nous devons continuer à lutter, rien n'est irréversible. Le peuple et le monde du travail n'ont jamais autant connu de régression, 14 % de la population sous le seuil de pauvreté, 42 % des citoyens ont dû renoncer à un ou plusieurs soins de santé, 71 % chez les plus modestes. Une augmentation du recours aux aides alimentaires de 30 %. Malgré les discours, c'est toujours plus de 5 millions de personnes inscrites à Pôle Emploi et deux millions d'intérimaires, 2,5 millions de personnes en précarité logement.

C'est ça la France du monarque président, la France au service du capitalisme et de la finance.

157 milliards d'argent public octroyés aux entreprises chaque année alors que dans le même temps, on casse notre Sécurité sociale, nos services publics sous prétexte de la nécessité de redresser le pays, rééquilibrer la dette publique... 130 milliards, c'est le montant qui a été versé aux entreprises Françaises cotées en bourse.

N'acceptons plus l'inacceptable. Nous devons nous battre pour nos conquises obtenus grâce à nos anciens et ne pas laisser un héritage de misère à nos enfants. Chacun doit pouvoir travailler, vivre dignement et être pris en charge par notre protection sociale autant que de besoin.

**LE DROIT À L'ÉDUCATION, AUX LOISIRS,  
AUX VACANCES, À LA CULTURE...  
DOIVENT ÊTRE DES DROITS POUR  
TOUS, PAS SEULEMENT POUR LES  
NANTIS DU CAPITAL.**

Salaires, emplois, retraite, pénibilité, formation, Sécurité sociale...  
Les milliards sont là, ils sont le résultat et le fruit de notre travail !

**BATTONS-NOUS POUR REPRENDRE  
CE QUI NOUS APPARTIENT. ■**